

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

C'est la seule politique élaborée d'un commun accord par les pères fondateurs de l'Europe et poursuivie tant bien que mal par leurs successeurs.

Elle répondait à une urgence : assurer la sécurité alimentaire de populations qui avaient connu la disette et subissaient encore le rationnement. (jusqu'au début de 1948 en France). Lors de la naissance de la P.A.C., l'Europe importait 50% de ses besoins alimentaires. Elle s'applique dès 1962 dans l'EUROPE DES SIX (France, Italie, Allemagne de l'Ouest, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

Elle vise à accroître la productivité, à garantir un niveau de vie décent aux agriculteurs et des prix accessibles à tous les consommateurs, la sécurité des approvisionnements et la stabilité des prix. Grâce aux fonds européens (55 Milliards d'Euros au début de ce siècle), L'autosuffisance alimentaire était assurée complètement dès 1970.

L'Europe des 27 satisfait ses besoins en viande bovine, en produits laitiers, en blé, en volaille. Elle n'importe que des produits tropicaux, surtout des pays émergents, à condition qu'ils répondent à des normes sanitaires strictes. L'offre est diverse et abondante. L'Europe est actuellement le deuxième exportateur et le premier importateur de denrées agricoles. Elle se défend contre la concurrence des grands pays agricoles (U.S.A., Brésil, Argentine, Australie...). Elle subventionne les exportations afin d'avoir des prix compétitifs.

Les subventions sont conditionnées par le respect du à l'animal, à l'environnement et à celui de la sécurité sanitaire.

Nombre de pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.), partisans du libre échange total qu'implique le néo-libéralisme, dénoncent cette forme de protectionnisme

Depuis 1990, 1er services rendus par les agriculteurs qui protègent l'environnement et préservent la biodiversité sont rémunérés.

La P.A.C., actuellement, implique le maintien de surfaces en herbe, des races de bétail traditionnelles, des variétés végétales, de la qualité de l'eau, raisonnablement consommée, surtout pour l'irrigation, le respect des espaces ruraux qui doivent résister au bétonnage, responsable du recul du maraîchage autour des villes. Elle agit pour ne pas abandonner les régions de montagne et d'autres peu favorisées qui ne doivent pas "être exclusivement dédiées au tourisme ou subir une expansion démesurée de la forêt. Elle maintient l'aide directe aux agriculteurs en raison des coûts élevés des engrais, insecticides, fongicides, semences, carburants, outillage. Les pays les plus aidés sont l'Allemagne, la Grèce, le Danemark, l'Irlande, suivis de la France et de l'Italie.

La part de la PAC dans le budget européen est passée de 86% en 1970 à 44% en 2010 et ne sera que de 39% en 2013.

Les plus grandes fermes du Royaume-Uni, du Danemark, de la Suède tentent de se prémunir contre les changements climatiques et s'astreignent à la sauvegarde de l'environnement. Des dissensions se manifestent aujourd'hui au sein de l'Union Européenne.

Le Royaume-Uni qui ne bénéficie que d'une aide modeste souhaite une réduction des subventions européennes aux fermiers. La France, principale bénéficiaire, s'y oppose, l'Allemagne arbitre.

Les nouveaux pays membres, notamment la Pologne, veulent des aides semblables à celles dont profitent les anciens.

Or, 1/3 des revenus des agriculteurs sont tributaires de ces aides.

En 2010, 55 MILLIARDS d'EUROS (44% du budget européen, 0,4% du Produit Intérieur Brut ont alimenté les dites aides.

Les budgets de la défense, de l'éducation, de la santé sont plus élevés, mais financés au niveau national.

Les aides sont très inégales entre exploitants, en France surtout. Certaines grosses exploitations (260 hectares) n'ont pas besoin d'être secourues, même les mauvaises années. Elles retirent des profits des biocarburants et laissent des surfaces en jachère.

De grandes étendues sur des terres peu fertiles ont des rendements faibles. Il faudrait que la P.A.C. améliore leurs revenus. (Les subventions à l'hectare sont de 420 euros pour les zones à haut potentiel de productivité et de 260 pour les autres.) 100 ha dans le Cantal, nourrissant 80 vaches laitières n'existeraient pas sans subventions. Les vignes, les arbres fruitiers sont délaissés. Certains paysans souhaitent des prix plus élevés pour se passer de subventions au risque d'entrer en conflit avec le Consommateur.

De vastes exploitations, appartenant à des propriétaires étrangers à l'agriculture (au Royaume-Uni, par exemple) reçoivent l'aide de Bruxelles, en fonction de leurs dimensions et non de leur catégorie et de l'importance de leur production ; le cas est un peu moins flagrant en France.

Des hommes politiques s'opposent au soutien aux entreprises agricoles en difficulté. Ils refusent alors de considérer tous les emplois liés à l'agriculture (industrie agroalimentaire, chimique, transports etc).

De modestes agriculteurs tentent de survivre en coopérant (G.A.E.C. : groupement agricole d'exploitation en commun ; A.M.A.P. : association pour le maintien de l'agriculture paysanne) en France, qui, en vendant directement leurs produits aux consommateurs des villes et banlieues, ressuscitent de vrais liens sociaux..

Il semble que les objectifs de la P.A.C. soient aujourd'hui menacés.

Les dissensions entre pays membre de PUE s'accroissent.

Déjà, en 2005, Tony Blair, premier ministre britannique, déplorait que l'U.E. dépensait pour l'agriculture sept fois plus d'argent que pour la science, la recherche, la technologie et l'innovation.

Nombre de gouvernements trouvent excessive leur contribution financière dont bénéficient certains pays, la France en particulier. Les néo libéraux, au pouvoir dans la quasi-totalité de l'U.E. disent que la P.A.C. ne suscite qu'une faible croissance et voudraient que la régulation du secteur agricole fut laissée au seul marché.

Les écologistes dénoncent la pollution engendrée par l'abus d'engrais, de fongicides, d'insecticides (algues vertes en Bretagne) ; la destruction de la forêt tropicale (Bornéo, Afrique, Amérique du sud), au profit de plantations de palmiers à huile leur production obtenue à bas prix concurrence celle des oléagineux européens et nuit peut-être à la santé. Ils réclament une plus grande vigilance vis-à-vis des O.G.M

Les producteurs de fruits et légumes des bords de la Méditerranée se plaignent de la concurrence déloyale, accusant les gros propriétaires des pays voisins d'envahir le marché à prix bradés, grâce à une main-d'œuvre de saisonniers étrangers sous-payés. Des manifestants exigent des mesures de protection nationales.

L'agriculture productiviste des grandes exploitations capitalistes a décimé le monde des petits exploitants familiaux. Les mouvements des paysans travailleurs ont échoué.

Déjà en 2004, 20% des agriculteurs se partageaient 70% des aides. Depuis, 30% des exploitations disparaissent chaque année et en France, 30% des agriculteurs ont droit au R.S.A.

Bien que les dépenses pour la P.A.C. n'atteignent que 0,4% DU Produit Intérieur Brut européen, l'accord entre les grands pays pour augmenter le budget de la P.A.C. se fait attendre. Une grave initiative nous menace. Quelques états importants : Allemagne, Pays-Bas ;

Danemark notamment on déposé un recours devant la cour de justice européenne afin d'obtenir que les aides alimentaires, provenant des excédents de production et financées par le budget commun soit a charge de chaque pays.

Or nous somme en période de crise. Le chômage ne diminue pas : 10% en France, 5% en Allemagne , 20% en Espagne et la pauvreté progresse partout , bien que de façons inégale . Sans-emplois, retraités, familles monoparentales, sont contraints de recourir à l'aide alimentaire assurée par dés associations subventionnées au niveau européen (Secours Populaire, Resto du cœur, Banque Alimentaire en France).

Si la requête des pays précités était satisfaite, les objectifs de la P.A.C., tels que les concevaient ses initiateurs seraient oubliés.

Les familles d'agriculteurs sont mal rémunérées, trop d'exploitations petites ou moyennes disparaissent. La satisfaction des besoins alimentaires à prix garantis est mise en question. La régulation au niveau européen s'estompe, faute de gouvernement européen.

Il serait temps que les adhérents des associations de la société civile et les syndicats militent pour que les instances européennes évaluent et satisfassent les besoins réels des populations et prévoient leur évolution.

Pour cela il faut que cessent les désaccords entre les gouvernements. L'Europe ne doit pas être ce que disait Mirabeau de la France d'avant 1789: " Un agrégat in constitué de peuples désunis".